



RAPPORT ANNUEL 2018

Commission nationale Justice et Paix



SCHWEIZER BISCHOFSKONFERENZ
CONFÉRENCE DES ÉVÊQUES SUISSES
CONFERENZA DEI VESCOVI SVIZZERI
CONFERENZA DILS UESTGS SVIZZERS



COMMISSION NATIONALE JUSTICE ET PAIX

La commission nationale suisse Justice et Paix est une commission faîtière de la Conférence des évêques suisses. Elle est membre de la Conférence européenne des Commissions Justice et Paix (JPE). Depuis le début 2017, le travail de Justice et Paix dépend du nouveau « dicastère pour le service du développement humain intégral » créé par le pape François au Vatican.

Justice et Paix traite des questions éthiques dans les domaines de la politique, du social, de l'économie et de l'écologie. Ses prises de positions éthiques s'appuient sur la conception de l'Homme, de la société et de l'environnement développée dans la doctrine sociale de l'Eglise.

Le travail de Justice et Paix est financé par la participation de l'Action de Carême au financement de la pastorale en Suisse.

Membres

Thomas Wallimann-Sasaki, président
Lucrezia Meier-Schatz
Susann Schüepp Brunner
Roger Husistein
P. Tobias Karcher SJ, Bad Schönbrunn
Prof. Peter G. Kirchschräger (dès mars 2018)
Mario Slongo
Bruno Weber-Gobet

Robert Unteregger

Responsable du travail de Justice et Paix au sein de la Conférence des évêques suisses : Mgr Felix Gmür
La Conférence des évêques suisses gère un secrétariat à Fribourg pour le travail de Justice et Paix : Wolfgang Bürgstein

Activités

Les tâches de la commission se subdivisent en trois domaines principaux :

1. travaux et représentations pour la Conférence des évêques suisses
2. travaux fixés par l'agenda politique
3. thèmes déterminés par la commission elle-même

1. Travaux et représentations pour la Conférence des évêques suisses

- Table ronde pour les victimes de mesures de coercition à des fins d'assistance et les placements extrafamiliaux : la Table ronde a été instituée en juin 2013 par la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga. La dernière séance officielle a eu lieu en février 2018. Sa mission d'entreprendre un vaste travail de mémoire sur les mesures de coercition à des fins d'assistance et les placements extrafamiliaux antérieurs à 1981 peut être considérée comme remplie avec l'entrée en vigueur, le 1er avril 2017, de la loi fédérale sur les

mesures de coercition à des fins d'assistance et les placements extrafamiliaux antérieurs à 1981(LMCFA). Wolfgang Bürgstein représentait l'Eglise catholique, sur mandat de la CES, à cette manifestation. Le sujet n'est pas seulement honteux et douloureux pour l'Eglise mais également très complexe. D'une part, différentes institutions ecclésiales et diverses personnes dans l'Eglise ont porté une responsabilité plus ou moins lourde dans les événements de l'époque. Et, d'autre part, il y a de forts recoupements entre ces événements et les cas d'abus sexuels.

Wolfgang Bürgstein reste l'interlocuteur pour des questions dans ce contexte. Son travail a notamment consisté en entretiens avec les personnes concernées, en renseignements téléphoniques et en contacts.

- Le travail dans la Commission fédérale contre le racisme (CFR) comprend la participation aux séances et à des groupes de travail, la collaboration à la rédaction de prises de position et au bulletin semestriel « Tangram » publié par la CFR.

Les thèmes principaux de 2018 ont été :

- o Sport et racisme : dans quelle mesure le sport est-il touché par le racisme ? Le sport est-il à la pointe dans la lutte contre les discriminations? (cf. Tangram 41)
- o Travail d'intégration et lutte contre le racisme : les convergences entre le travail d'intégration et la lutte contre le racisme ; défis (cf. Tangram 42)

- Participation à la commission d'experts en soins palliatifs : la CES a nommé Wolfgang Bürgstein comme membre de cette commission afin de faire bénéficier celle-ci du document de travail élaboré par la Commission Justice et Paix sur la gestion du suicide des aînés («Le suicide des aînés – un défi» 2016) et des compétences en éthique sociale du secrétaire.

La commission d'experts s'est réunie 4 fois en 2018 et deux colloques ont été organisés :

- o 09.03.2019, manifestation interne à l'Eglise catholique à Berne : analyse et attentes envers la commission d'experts en soins palliatifs ;
- o 12.09.2018, colloque œcuménique «Caring Community» à Zurich.

- Planification, préparation, mise au point et réalisation de l'action œcuménique sur la journée des droits humains (10.12.). Thème 2018 : « 70 ans des Droits de l'homme – Une rétrospective céleste. Contribution des trois Eglises nationales et des Eglises évangéliques de Suisse à la Journée des droits de l'homme 2018 ».

- Autre collaboration:

- o Conseil consultatif du Centre suisse de compétence pour les droits humains (CSDH),
- o Alliance pour le Dimanche,
- o Cercle de discussion LifeSciences,
- o Groupe d'experts 1 Offices spécialisés opérant

- à l'échelon national, pastorale de la jeunesse, groupements d'adultes » (cofinancement CES-RKZ)
- o Séances internes à la CES : direction, direction élargie, département 3, journée d'études, etc...

2. Travaux fixés par l'agenda politique

- 22.01.: prise de position et communiqué de presse sur l'initiative No-Billag, « Non à la suppression du service public subventionné par les redevances »
- 20.06.: message et communiqué de presse sur les exportations d'armes dans les pays en crise et les régions en proie à la guerre civile « Exportation d'armes : la Suisse perd sa crédibilité ! »
- 04.10.: réflexions éthiques et sociales sur l'initiative pour l'autodétermination «Freiheit und Souveranität sind nie absolut ! » (Wolfgang Bürgstein).
- 25.11.: prise de position et communiqué de presse sur la votation « Le droit suisse au lieu de juges étrangers » (initiative pour l'autodétermination).
- 01.12.: Lettre ouverte pour une meilleure protection et réinstallation des réfugiés
- 11.12: d'entente avec d'autres groupements/partis politiques (entre autres des parlementaires fédérales et fédéraux du PBD, des verts libéraux, du PS, des verts et du PEV), Justice et Paix, représenté au comité d'initiative par son président, Thomas Wallimann-Sasaki, lance l'initiative correc-

trice (cf. www.initiative-rectification.ch).

- Travaux préparatoires pour des initiatives populaires fédérales
 - o «Entreprises responsables – pour protéger l'être humain et l'environnement. » (Initiative multinationales responsables)
 - o Initiative „Mariage civil pour tous“
 - o « Contre les exportations d'armes dans des pays en proie à la guerre civile » (initiative correctrice)
 - o « Pour sauver des vies en favorisant le don d'organes »
 - o « Pour une immigration modérée» (initiative de limitation)
 - o « Pour une interdiction du financement des producteurs de matériel de guerre ».

3. Thèmes déterminés par la commission elle-même

- Etude „Aider à mourir – accompagnement ou suicide des aînés ?“ L'étude existe en allemand et en français avec une version abrégée en allemand, en français et en italien. Quelques membres de la commission et le secrétaire général prolongent le travail sous forme d'exposés, de prises de position et d'articles.
- Poursuite du travail sur « l'avenir de la sécurité sociale en Suisse » avec un accent sur les prestations complémentaires. La commission a déposé une demande de financement pour un projet pour poursuivre le travail sur la ques-

tion des prestations complémentaires.

- Affiliation à la Conférence européenne des commissions Justice et Paix (JPE). Cela implique la participation active à la rencontre des secrétaires généraux européens, des journées internationales d'étude et une assemblée générale annuelle. Wolfgang Bürgstein fait en outre partie du groupe de travail „Migration“.
- Engagement dans le comité en faveur de l'initiative de rectification (initiative correctrice). Justice et Paix renoue ainsi avec les débuts de la commission, il y a 50 ans, et respecte une exigence du pape François qui demande et promet une Eglise au service de la paix.

La commission a pu compter une nouvelle fois, cette année, sur les connaissances et l'expertise de ses membres sur de nombreux sujets. Au vu des nombreuses questions sociétales ouvertes, des obligations internes et des maigres ressources, cela reste un défi constant de fixer des priorités sans se couper des débats sociétaux indispensables.

Un grand merci au secrétaire général et à tous les membres de la commission pour leur immense et précieux travail au service d'une Eglise vivante dans ce monde.